

# « Une confrontation avec l'UE »

A l'occasion de la sortie de son dernier livre, nous avons rencontré Peter Mertens, le président du PTB. Quel est le sens de son appel à une confrontation avec l'UE ? Est-il prêt à participer à un gouvernement ?

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

**A**près avoir échoué à faire élire des députés pendant plusieurs décennies, le Parti du Travail de Belgique (PTB – PVDA) a fait une entrée remarquée à la Chambre en 2014, en y envoyant deux députés. Pour la première fois depuis 1985, celle-ci compte ainsi des élus revendiquant leur place à la gauche du Parti socialiste. Depuis lors, des sondages attribuent au PTB entre 10 et 20% des intentions de vote en Wallonie, et lui prédisent une percée en Flandre, au-dessus du seuil électoral de 5%. Le PTB revendique de ne pas être un « parti traditionnel », de vouloir suivre « une autre logique, loin des vieilles recettes qui nous ont plongés dans cette crise », et d'être partisan d'un socialisme 2.0. « pour une société sans exploitation de l'homme par l'homme et sans que l'homme épuise la nature ». Mais qu'entend-t-il par-là ?

Dans son dernier livre, *Au pays des profiteurs – La vie au-dessus de nos moyens* (lire l'encadré en p. 62), Peter Mertens, président du PTB, nous pré-

rapporte à l'Union européenne et à son avenir, qui conclut son livre.

Nous avons également demandé à deux acteurs du mouvement social, Felipe Van Keirsbilck (CSC-CNE) et Thierry Bodson (FGTB-Wallonne), de nous transmettre une question à lui adresser. Le premier l'interpelle sur la conception qu'a le PTB de l'autonomie des mouvements sociaux par rapport aux partis politiques, le second sur sa disponibilité pour « tenter de sceller une alliance des partis de gauche » dans la perspective des élections de 2019.

**Ensemble ! : Le titre des dernières pages de votre livre est « Refonder l'Europe ». Qu'est-ce que c'est pour vous « l'Europe » ?**

**Peter Mertens :** L'Europe, c'est tout d'abord un continent, une entité géographique et non politique. De ce point de vue, ça n'a pas plus de sens d'être pour ou contre l'Europe que d'être pour ou contre la Meuse, l'Escaut ou l'Oural. Il y a toutefois un Etat européen, l'Union européenne, qui est actuellement en construction, avec un pouvoir politique, des compétences, une législation, etc. Cette construction est un processus long et difficile, qui peut aller dans différentes directions et n'est pas irréversible. Des contradictions nationales persistent à l'intérieur de l'Union européenne, comme on le voit par exemple avec le Brexit, avec le refus des quatre pays du groupe de Vise-grad (Pologne, Tchéquie, Hongrie et Slovaquie) d'appliquer l'accord européen sur la répartition des réfugiés ou encore avec la crise de la zone euro. Au PTB, nous ne sommes ni pour le repli sur l'Etat nation, ni pour l'UE telle qu'elle est. Nous sommes favorables à une collaboration euro-



Peter Mertens au rassemblement de solidarité avec la Grèce, le 5 juillet 2015.

**« Nous ne sommes ni pour le repli sur l'Etat nation, ni pour l'UE telle qu'elle est »**

sente sa vision de la crise, et certaines propositions du PTB pour en sortir. « Le vieux monde se meurt et le nouveau monde tarde à apparaître. Dans ce clair-obscur surgissent les monstres tels le nationalisme et le militarisme. L'Europe doit repartir de zéro », écrit-il, invoquant Gramsci. Nous l'avons rencontré à l'occasion de cette publication, et invité à développer sa vision de notre

péenne, au-delà des Etats-nations, par exemple pour porter des ambitions comme la lutte contre le réchauffement climatique. Mais nous souhaitons refonder l'Europe, avec comme horizon idéal l'avènement d'une Fédération des Etats socialistes européens qui collaborent. On en est encore très loin.

**Est-ce pertinent de partir d'une notion géographique pour concevoir l'organisation de notre avenir politique ?**

A ce moment de l'histoire, ça nous paraît pertinent, mais il ne faut pas confondre l'internationalisme avec la glorification de l'UE. Comme tous les Etats, l'UE crée des mythes chauvins, qu'il faut pouvoir critiquer. Ce n'est pas pour autant qu'il faut se replier sur les Etats-nations. Par exemple, à défaut de pouvoir le faire actuellement au niveau mondial, une politique industrielle cohérente concernant les ports devrait être mise en œuvre à l'échelle européenne pour éviter la concurrence de tous contre tous. Il en va de même concernant le transport ferroviaire. La dimension continentale a donc un sens pour

construction libérale capitaliste, fondée sur la concurrence et à vocation impérialiste, en compétition avec les Etats-Unis, la Chine et le Japon... Ce projet-là n'est pas celui des peuples et des travailleurs européens. Nous pensons qu'il faut changer le cours de l'Europe actuelle. Nous connaissons les promesses réitérées, notamment par les partis sociaux-démocrates, de réformer l'UE et de créer une « Europe sociale ». En avançant masquée par ces fausses promesses, l'UE a été l'instrument de la destruction d'une bonne partie des acquis sociaux nationaux. Au lieu de la spirale vers le haut promise, l'UE a créé

lemagne, qui semblent être plus ouverts à participer à un prochain gouvernement sans ce type de condition. Nous pensons que sans « désobéissance réglementaire » par rapport à l'UE, ça n'a pas de sens de participer à un gouvernement. Faire la même chose que ce que fait Syriza en Grèce aujourd'hui, c'est à long terme faire le lit de la droite. Nous ne pourrions participer à un gouvernement que dans le cadre d'une majorité qui se-

**« L'UE a été l'instrument de la destruction d'une bonne partie des acquis sociaux nationaux »**

rait prête à avoir un conflit avec l'UE et à mobiliser - sur une base sociale, écologique et démocratique - la population en appui à cette confrontation. A ce stade, il n'y a aucun autre parti politique belge qui se dit prêt pour ce type de confrontation avec l'UE. Tant le PS et le SP.a qu'Ecolo et Groen acceptent l'UE telle qu'elle existe, tout en enrobant cette acceptation de vaines promesses d'une dimension sociale et écologique future.

**Quels sont précisément les points de rupture par rapport à l'UE sur lesquels vous demanderiez un engagement de vos partenaires pour entrer dans un gouvernement ?**

Pour participer à un gouvernement, nous demandons tout d'abord que celui-ci refuse d'appliquer les dispositions relatives à la gouvernance budgétaire européenne, qui imposent l'austérité et un accord de l'UE sur les budgets nationaux et régionaux. Ensuite, nous demandons que ce gouvernement applique un principe de « non-régression » sociale et donc qu'il refuse d'appliquer toute règle européenne qui abaisse nos acquis sociaux. Nous demandons également qu'il refuse l'application des dispositions des traités européens qui ouvrent à la concurrence des secteurs stratégiques et empêchent les Etats de les confier exclusivement à des entreprises publiques...

Pour le reste, notre programme pour les élections européennes de 2019 est encore en cours d'écriture, mais ↗



DIETER BOONE

mener des politiques. Malheureusement, si ça se fait aujourd'hui au sein de l'UE, c'est selon une logique néolibérale et de privatisations.

**Le PTB a indiqué qu'il conditionne toute participation à un exécutif régional ou fédéral belge à l'engagement par ce gouvernement d'une « rupture avec les politiques de l'UE ». Qu'entendez-vous par là ?**

Au moins depuis la création du « marché unique » européen, il y a vingt ans, l'UE qui a été bâtie est une

une spirale vers le bas.

Pour notre part, si un jour la question se pose, nous refuserons de participer à des gouvernements qui, par exemple, continueraient à appliquer des directives européennes qui organiseraient de nouvelles privatisations, comme celle du transport ferroviaire des passagers. C'est une position qui nous différencie, entre autres, du parti de la gauche radicale des Pays-Bas (le Socialistische Partij) ou de la majorité de Die Linke, en Al-

⇒ il s'inscrira dans cette logique de confrontation avec l'UE. Si la gauche authentique ne relaie pas la colère légitime des travailleurs par rapport aux politiques de l'UE, celle-ci sera captée et détournée par la droite et par l'extrême-droite. Nous pensons qu'il faut tirer le bilan des vingt dernières années. A l'échelle européenne, la social-démocratie ne le fait pas, et les Verts non plus. Globalement, la droitisation et la fascisation continuent à progresser. Que va-t-il se passer dans l'UE dans les dix prochaines années ? Par ailleurs, la participation au pouvoir en Grèce de Syriza est un échec. Quant à l'expérience menée au Portugal (NDLR : où, depuis 2015, le Parti communiste portugais et le Bloc de

C'est possible, effectivement. La question fondamentale est de savoir comment organiser le changement politique en Europe. Il faut constater que le projet d'une évolution positive et lente de l'UE, à l'échelle des 28 pays, est actuellement en crise. Le système politique européen est lui-même en crise. Le chauvinisme, le racisme et l'extrême-droite sont de retour partout en Europe. Des partis fascistes reviennent à l'avant-scène. La deuxième économie de l'UE vient de décider de la quitter. Les pays du groupe de Visegrád bloquent toute solution européenne à la crise des réfugiés, etc. Contrairement aux sociaux-démocrates et aux écologistes, nous refusons de célébrer cette UE

difficiles d'un pays en faillite, comme je l'explique dans mon livre. Dans ces conditions, Syriza a échoué et a complètement changé d'orientation. Le gouvernement portugais n'a pas vraiment essayé de changer le fond des choses. Dans une conjoncture plus favorable, il a fait preuve de créativité tout en restant dans le cadre de l'UE, mais la misère au Portugal continue.

**Lors des élections de janvier 2015, Syriza s'est engagé à rompre avec les politiques austéritaires européennes et en même temps de rester dans l'UE et la zone euro. Une fois Syriza au gouvernement, les institutions européennes lui ont indiqué qu'il fallait choisir l'un ou l'autre, et Syriza a capitulé. Ne faites-vous pas la même erreur en promettant une rupture avec les politiques de l'UE, sans indiquer que cela passe probablement par une sortie de l'UE ?**

Nous ne voulons pas quitter la collaboration avec d'autres pays au niveau européen, mais c'est une situation différente d'être mis dehors de l'UE par les autres partenaires. Prendre soi-même position en faveur d'une sortie, ce serait se mettre dans une position de faiblesse.

Le leader de Syriza, Tsipras a capitulé face à l'UE malgré le résultat du

## « Sans désobéissance réglementaire par rapport à l'UE, ça n'a pas de sens de participer à un gouvernement »

gauche ont apporté l'appui parlementaire qui a permis l'investiture d'un gouvernement du Parti socialiste), elle est très limitée et n'a pas engagé une politique réellement différente

**Estimez-vous qu'il y a, en respectant le cadrage imposé par des institutions de l'UE telles qu'elles existent aujourd'hui, une possibilité de mener des politiques de « gauche authentique » au niveau national ?**

Non. Pour nous, il faut se battre dans l'Union européenne pour créer une rupture et de nouvelles institutions européennes. On doit être dedans, y mener le combat et garder des perspectives de collaboration européenne, mais au sein des institutions européennes actuelles, je ne pense pas qu'il y ait de marge de manœuvre pour mener une politique de gauche. Notre ambition n'est pas de repeindre les institutions européennes, mais de les reconstruire.

**La « désobéissance réglementaire » que vous exigez ne constituerait-elle pas un problème pour d'autres pays membres ? Ne conduirait-elle pas soit à une expulsion de la Belgique de l'UE ou de la zone euro soit à d'autres départs ? Souhaiter une réorientation fondamentale de l'UE, n'est-ce pas nécessairement défendre un projet de collaboration à une échelle géographique différente des vingt-huit pays membres ?**

qui organise la liquidation de la Sécurité sociale, des pensions, etc. Nous pensons qu'il faut entrer dans une logique de confrontation avec l'UE et voir les résultats que ça produit. Syriza a essayé de le faire, dans les conditions très spécifiques et extrêmement



## AU PAYS DES PROFITEURS

Peter Mertens, président du PTB, vient de publier en français *Au pays des profiteurs – La vie au-dessus de nos moyens*, déjà publié en flamand sous le titre de *Graailand*. En Flandre, son livre a été une des meilleures ventes en 2017 dans la catégorie des livres de non-fiction. Le titre fait écho à une déclaration de Kris Peeters (CD&V), vice-Premier ministre, justifiant la politique de « coupes profondes » de son gouvernement : « Personne ne pense lui-même que son niveau de vie est trop élevé. Ni les chômeurs, ni les travailleurs. Ni les pensionnés, ni les

personnes fortunées. Mais le fait est que nous vivons tous au-dessus de nos moyens. Nous tous. Le gouvernement doit avoir le courage de faire en sorte que tout le monde collabore de façon efficace au rétablissement de cet équilibre. » (1). Peter Mertens démonte cette affirmation : « Quand, comme le ministre, on gagne chaque mois 10.786 euros, on ferait bien de réfléchir à deux fois avant de sortir des grands discours sur le niveau de vie des autres. » Selon lui, cette déclaration de Kris Peeters n'est qu'une illustration parmi d'autres du

gouffre qui s'est creusé entre la grande majorité de la population et la « caste ». Celle-ci étant entendue comme un groupe « coupé du reste de la société et occupant le haut de la hiérarchie sociale », au sein duquel sont intriqués des milieux d'affaires et politiques, depuis les collègues communaux jusqu'à la Commission européenne, en passant par le Parlement belge. Face à cette « caste », Peter Mertens affirme que le PTB incarne une éthique politique différente : « Nos mandataires et cadres vivent d'un salaire moyen de travailleur. » (2) Suit un

référendum de juillet 2015, où les Grecs l'avaient nettement mandaté pour dire « non », avec notamment l'appuis de 80 % des jeunes. Il l'a fait en assumant seul la décision, et en mettant de côté le Comité central de Syriza et la démocratie interne de son parti. Il a été effrayé par la radicalité de la population qui s'était mobilisée pour soutenir le « non » lors du référendum.

On voit que pour arriver à des résultats politiques, il faut un parti fort, structuré, qui a des principes et une réelle démocratie interne. C'est une leçon à retenir de cette expérience. Un parti-mouvement comme Syriza, éclaté en de multiples tendances, rend plus difficile d'obtenir des résultats. La gauche a besoin à la fois d'un parti fort et d'un vaste réseau pour construire une hégémonie alternative. Pour ouvrir la voie d'un autre futur en Europe, il faut des brise-glaces. Tous les bateaux ne peuvent pas briser la glace. Pour le faire, il faut des bateaux qui ont été spécialement conçus pour ça, des brise-glaces. Ce ne sont pas nécessairement les bateaux les plus grands, mais ce doit être les plus solides.

**Le PTB a-t-il noué des collaborations avec d'autres organisations poli-**

**tiques européennes, par exemple au sein des « Sommets européens du Plan B » ?**

La situation, dans le mouvement marxiste et communiste européen et international est difficile. Les autres groupes politiques européens traditionnels sont également en crise. Dans ce contexte, nous sommes favorables à une collaboration au niveau du Parlement européen, à des accords politiques ponctuels, mais pas à une unification au sein d'un parti politique européen. La situation est trop complexe pour cela, il y a de grandes différences et parfois des contradictions entre, par exemple, La France insoumise et le Parti Communiste français, entre Podemos et Izquierda Unida... Contrairement à d'autres, nous ne sommes pas membres du Parti de la Gauche européenne (PGE). Cela n'empêche pas de travailler ensemble sur certains dossiers au niveau européen comme les privatisations, le dumping social, les questions écologiques, etc. Cela se fait au sein du groupe de la Gauche unitaire européenne / Nordic Green Left (GUE/NGL) du Parlement européen, dont le PTB est membre associé. On verra, dans les cinq à six ans à venir, comment reconstruire une vraie gauche eu-

ropéenne. Il faut du temps, car la situation est complexe et il y a beaucoup de contradictions. On est plutôt dans une situation similaire à celle de la Première Internationale, du temps de Marx, que dans

**« Au sein des institutions européennes actuelles, il n'y a pas de marge de manœuvre. »**

une circonstance où on peut unifier tous ces partis. Il faut laisser la « gauche de gauche » européenne mûrir avec ses divergences avant que des convergences puissent se dégager. Il n'est pas réaliste de vouloir dégager rapidement une vision unifiée. Nous observons avec intérêt qu'il y a différentes tentatives de regroupements ou d'établissement de convergences européennes comme les « Sommets européens du Plan B », mais elles nous paraissent prématurées.

**Des sondages prêtent à la NV-A la capacité de bloquer le fonctionnement de la Région bruxelloise en 2019 en y obtenant une majorité absolue dans le groupe linguistique**

**flamand, grâce à l'attrait qu'elle exerce sur des francophones désireux de voter pour un parti raciste. Le PTB-PVDA va-t-il encore n'y présenter qu'une liste francophone, comme il l'avait fait en 2014, au risque de favoriser ainsi l'accession de la NV-A à cette majorité absolue dans le groupe linguistique flamand ?**

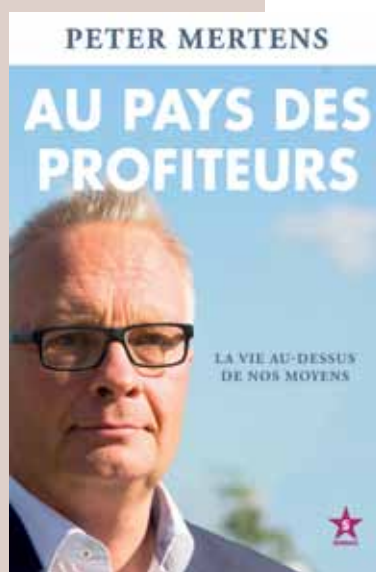
En tant que parti unitaire au niveau national, notre position de principe est que nous souhaitons supprimer ce système d'« apartheid électoral » imposant aux électeurs bruxel-

lois de choisir entre voter pour une liste « francophone » ou pour une liste « flamande ». Jusqu'au scrutin de 1999 inclus, le PTB-PVDA a présenté en Région bruxelloise, à la fois une liste « francophone » et une

ample réquisitoire contre la politique du gouvernement de Charles Michel (MR), caractérisée comme une politique de casse des salaires et des acquis sociaux pour les travailleurs (saut d'index, pension légalisée à 67 ans, flexibilité accrue des conditions de travail, attaques contre les malades de longue durée...) et de cadeaux fiscaux pour les plus riches. A l'inverse, Peter Mertens plaide pour une réduction collective du temps de travail à 30 heures, pour l'instauration d'une « taxe des millionnaires »,... Le président du PTB indique ensuite en quoi cette politique de redistribution inversée des richesses

(de ceux qui ont moins vers ceux qui ont plus) est une application des politiques de l'UE, qui organisent le dumping fiscal et social entre les Etats ainsi que la guerre contre les salaires. Dans la dernière partie de son livre, Peter Mertens revient sur son analyse des politiques imposées par l'UE à la Grèce, sur la tentative de résistance de Syriza, et lance un appel à « reconstruire l'Europe, en tant que nouvelle fédération », dont il esquisse les contours.

Le livre de Peter Mertens n'est pas distribué en librairie mais peut être commandé en ligne via le site [www.ptbshop.be](http://www.ptbshop.be)



(1) *Het Laatste Nieuws*, 16 avril 2016, cité in Peter Mertens, *Au pays des profiteurs*, (2018), p. 17.

(2) *ibid*, p. 63.

⇒ autre liste « flamande ». Il n'y a qu'en 2014 où nous y avons déposé uniquement une liste dans la langue qui y est le plus parlée. Pour les élections de 2019, est-ce que nous allons seule-

## « Il faut un parti fort, structuré, qui a des principes et une réelle démocratie interne »

ment déposer en Région bruxelloise une liste « francophone » « PTB-PVDA », ou bien allons-nous également déposer une liste « flamande » « PVDA-PTB » ? On y réfléchit. Nous n'avons pas encore pris de décision à ce sujet.

Félice Van Keirsbilck (CSC-CNE) :



Lorsqu'il est interrogé sur une possible accession au pouvoir, le PTB invoque régulièrement la condition du soutien d'un fort mouvement social. C'est une affirmation agréable

à entendre pour un syndicaliste qui croit à une démocratie « consistante », où les citoyens s'impliquent dans des mouvements et des actions, et pas seulement par un vote tous les cinq ans. Ça nous change de l'arrogante « Primauté du Politique »...

Comment, dans cette perspective, le PTB considère-t-il l'autonomie des mouvements sociaux, et notamment des syndicats ? Et leur diversité ? Face à la droite extrême de Michel et De Wever, l'appui de tous les (vrais) syndicats à un programme de gauche radicale semble aujourd'hui aller de soi, l'ennemi commun étant si brutal qu'il crée une unité d'évidence.

Mais quid si le PTB et d'autres partis vraiment de gauche devenaient majoritaires, et qu'on entre dans des débats de priorités et de stratégie à l'intérieur de cette majorité sociale ? Devons-nous postuler que les mouvements sociaux (unanimes) soutiendront automatiquement les choix du PTB ? Qu'en sera-t-il si, sur des dossiers importants, la stratégie ou les buts des syndicats divergent de ceux du PTB ?

Le PTB (Peter Mertens en 2<sup>e</sup> position en partant de la gauche) à la manifestation de soutien aux travailleurs de Caterpillar, le 16 septembre 2016.



Autrement dit, peut-on dire « Nous nous appuyons sur le mouvement social » sans envisager que « le mouvement » appuiera peut-être une stratégie (de gauche) différente ou concurrente ?

**Peter Mertens :** Nous contestons en effet l'idée de la « primauté du politique », qui est constamment diffusée par M. De Wever. Selon lui, il n'y a pas de légitimité à la remise en cause des décisions d'un

gouvernement issu des élections. Une fois que les gens ont voté, ils doivent se taire. Nous sommes radicalement opposés à cette vision étouffante de la démocratie, qui relègue les citoyens à un rôle passif dans la société. Nous pensons que les mouvements sociaux et les organisations syndicales jouent un rôle fondamental dans la démocratie, notamment en jouant un rôle de contre-pouvoir entre les élections. Il est clair pour nous que ce rôle de contre-pouvoir est également essentiel quand il y a un gouvernement de

gauche. Les mouvements sociaux et les organisations syndicales doivent rester critiques, indépendants des gouvernements et des partis, quels que soient les partis au pouvoir. Actuellement, la seule participation du PTB à une majorité se situe dans le district anversois de Borgerhout. Il arrive que les organisations syndicales et mouvements sociaux soient critiques par rapport à l'action que mène cette majorité de gauche. Nous

## « On souhaite un gouvernement sans le MR »

pensons que c'est positif, car c'est ainsi qu'il y a un débat public ouvert, et qui ne se réduit pas à la critique de l'extrême-droite qui est dans

l'opposition. Donc, même s'il y a un gouvernement de gauche, il est important qu'il y ait ce type de critiques et de débats. On ne croit pas à un gouvernement qui pourrait résoudre tous les problèmes en même temps, le débat sur les priorités sera donc inévitable. Mais si un gouvernement vraiment de gauche arrive au pouvoir, rompt avec les politiques de l'UE et engage un partage des richesses, je



pense que ce sera une bulle d'air pour la population et qu'on aura le soutien des mouvements sociaux.

Une erreur qui a été faite par Syriza, s'appuyant sur sa conception « mouvementiste » de l'action politique, a justement été d'intégrer l'ensemble des cadres du mouvement social dans la participation gouvernementale et dans les cabinets ministériels. Ça a eu pour conséquence de décapiter le mouvement social.

**Thierry Bodson (FGTB Wallonne) :**



Pour changer d'hégémonie, il faut construire un rapport de force, une lame de fond, un ancrage sur le terrain comme vous le dites souvent. La FGTB travaille chaque jour à ce rapport de force en

tant que syndicat et nous ne sommes pas les seuls (CSC, CGSLB, associations et autres acteurs de la société civile). Nous sommes un contre-pouvoir, mais vous êtes un parti politique qui présente des candidats et

candidates aux différents scrutins. Des citoyens et des citoyennes vous donnent leur voix. Dès lors, voici ma question :

Les travailleurs ont déjà perdu énormément. Pensez-vous qu'on puisse se payer le luxe, à gauche, de perdre cinq années de plus pour enclencher un changement de cap au niveau des mesures politiques qui touchent directement la population, son pouvoir d'achat, son bien-être, ses droits sociaux ? Quelles sont les bonnes raisons, en 2019, de ne pas construire le rapport de force (aussi !) et d'essayer de sceller une alliance des partis de gauche qui soit très pragmatique sur les grands leviers de répartition des richesses : salaire, fiscalité, temps de travail, services publics, Sécurité sociale. Pour la FGTB, il y a une occasion à ne pas manquer. Et pour vous ?

**Peter Mertens :** J'ai rencontré beaucoup de syndicalistes en Europe, et j'ai énormément de respect pour l'action de la FGTB. Je suis ouvert au dialogue avec la FGTB comme avec toutes les organisations syndicales. Nous convergeons avec la FGTB sur l'objectif de progrès social et on comprend que la FGTB nous dise : « On ne peut pas se payer le luxe d'attendre ». Dans les quartiers, dans les usines, dans les cabinets médicaux de Médecine pour le Peuple, les membres du PTB vivent également au quotidien les problèmes de chômage, de pouvoir d'achat, de casse des acquis sociaux... On veut résoudre ces problèmes le plus vite possible. Mais on n'a pas non plus le luxe de rester encore dix ans dans la misère créée par l'UE ! On veut résoudre fondamentalement les problèmes. La stratégie du PTB porte sur l'horizon des dix ou quinze années à venir.

Actuellement, je vois que les syndicats mènent des luttes, je vois que des citoyens s'engagent pour l'accueil des réfugiés, etc. Mais je ne vois dans l'action du PS et d'Ecolo, comme dans celle du SP.a et de Groen, aucune raison de croire qu'ils ont une volonté de préparer une rupture avec les politiques néolibérales. Je ne les vois pas conscientiser la population pour préparer cette rupture. Au contraire, je vois qu'ils défendent la poursuite dans la voie de « l'accompagnement social » du néolibéralisme. Nous faisons donc le constat que, même en cas de succès électoral du PTB en 2019, il n'y a pas au moment où je vous parle de partenaires au niveau

national ou régional pour former un gouvernement qui engage une véritable rupture avec les politiques néolibérales.

**Ensemble ! :** En Wallonie, il y a un important glissement des intentions de votes du PS vers le PTB. Selon certains sondages, au niveau wallon, la seule possibilité de mettre le MR dans l'opposition en 2019 serait une majorité PS-PTB-Ecolo. A défaut d'entrer dans un gouvernement, seriez-vous prêt à apporter un soutien parlementaire conditionnel à une coalition wallonne de centre gauche si cela s'avère nécessaire pour mettre la droite dans l'opposition, comme le fait actuellement le Parti Communiste portugais ?

Tout d'abord, le PS n'a pas besoin du PTB pour perdre des voix, il le fait tout seul. La question fondamentale est de savoir si les voix des personnes déçues par la social-démocratie vont rester à gauche, ou bien si elles vont se tourner vers des partis d'extrême-droite. Cela a été le cas en Flandre,

## « La stratégie du PTB porte sur l'horizon des dix ou quinze années à venir »

où la ceinture ouvrière d'Anvers a basculé dans les années 1980 du SP.a vers le Vlaams Belang. Cela a également été le cas en France avec le FN, ainsi que dans d'autres pays européens. Nous ne prenons donc pas des voix au PS, nous sauvons des voix de la gauche, en les détournant des sirènes des partis racistes ainsi que des sentiments d'amertume et de haine qu'ils cultivent. Tous les démocrates devraient s'en réjouir. Evidemment, on souhaite un gouvernement sans le MR, de même qu'on souhaite que la N-VA soit dans l'opposition à Anvers. Notre but politique est néanmoins plus ambitieux que ça. Notre message est clair : en principe, les conditions ne sont pas réunies pour que nous entrions dans un gouvernement en 2019. Nous sommes toutefois un parti rationnel et ouvert à la discussion. Cette position ne ferme pas toutes les portes, et tout le monde peut y réfléchir. Mais ça n'a pas de sens d'ouvrir un débat de ce type tant que l'on ne connaît pas les résultats électoraux réels. □